



LES ELECTIONS PRESIDENTIELLES ROUMAINES

LA DERNIERE ALERTE SUR LE PROJET POLITIQUE
EUROPEEN ?

Par Clément GALLEY, Analyste du Millénaire



AVANT-PROPOS

La Roumanie, pays qui ne fait pas d'habitude parler de lui, est devenue en quelques mois le cœur battant d'un affrontement qui dépasse largement ses frontières. **Le choc politique déclenché par l'annulation du premier tour de l'élection présidentielle de 2024** a mis en lumière ce que beaucoup refusaient encore de voir : **la démocratie européenne est entrée dans l'ère des ingérences étrangères et l'affrontement entre anti et pro système est une réalité...**

Ce qui s'est joué à Bucarest n'est pas **une simple crise institutionnelle**. C'est le scénario du pire pour toute démocratie libérale : un candidat ultranationaliste et prorusse propulsé par une campagne numérique fulgurante et douteuse ; des soupçons massifs d'ingérence étrangère ; une annulation d'élection rarissime décidée par les plus hautes autorités constitutionnelles ; et, enfin, une rue qui gronde, persuadée que l'élection lui a été volée. Le schéma est connu : il fut expérimenté ailleurs, mais il prend ici une dimension inédite, car il touche un État membre de l'Union européenne, au carrefour des tensions géopolitiques.

La Russie, fidèle à sa doctrine de la guerre hybride, n'a pas hésité à tester ses méthodes sur le terrain roumain. La déstabilisation n'est plus une hypothèse théorique, elle est devenue une pratique assumée. L'objectif est clair : fissurer l'ancrage européen de Bucarest, installer l'idée que les règles du jeu sont truquées et semer, partout où cela est possible, le doute sur la légitimité des institutions démocratiques.

Mais cette crise roumaine révèle également une faille plus profonde, propre à l'Europe elle-même. **À force de sous-estimer la montée des discours antisystème et de traiter la désinformation comme une menace diffuse et lointaine, l'Union européenne s'est laissée surprendre.** La Roumanie n'est pas une anomalie : elle est un signal faible devenu assourdissant.

Car une conviction s'impose : **la Roumanie, aujourd'hui, annonce peut-être la France, ou un autre pays européen de demain.** Ignorer les leçons de cette élection avortée serait, pour l'Europe, ouvrir la porte à de nouveaux scénarios de chaos démocratique. La défense des règles du jeu ne se décrète pas. Elle se pense, s'anticipe et se construit. C'est tout l'enjeu de cette note.

AVANT-PROPOS	2
<i>Comprendre la Roumanie contemporaine</i>	5
La Roumanie depuis 2007	5
Economie	5
Social	6
Diplomatie	6
Politique intérieure	7
Un pays qui tend vers l’atlantisme	8
Un pays fracturé	10
UN SPECTRE POLITIQUE ÉCLATÉ.....	10
Détail :	11
<i>2025, un séisme politique et institutionnel</i>	14
L’annulation du 1er tour	14
Après le 1er tour, les Libéraux retiennent leur souffle	18
<i>Les conséquences de l’annulation des élections en Roumanie avec des cas similaires pour d’autres pays se rapprochant de l’Union Européenne.....</i>	23
Une population meurtrie ?	23
Dernière alerte sur le projet politique européen ?	26
CONCLUSION.....	29

COMPRENDRE LA ROUMANIE CONTEMPORAINE

LA ROUMANIE DEPUIS 2007

Le 1^{er} janvier 2007, Bucarest a officiellement refermé la page de son long hiver post-communiste pour rejoindre l'Union européenne. Dix-huit ans plus tard, le bilan est nuancé : **taux de croissance record, mais exode des talents ; bonds macro-économiques, mais fractures sociales persistantes; ancrage euro-atlantique, mais anxiété sécuritaire sur le flanc Est de l'OTAN.** Derrière les courbes flatteuses, la Roumanie reste « un pays en transition permanente », condamnée à avancer tout en pansant ses plaies.

Economie

Entre 2007 et 2024, **le PIB réel de la Roumanie a plus que doublé**, porté par une vague d'IDE qu'aucun autre État membre n'a égalée à l'Est du continent¹. La Banque mondiale évalue le PIB par tête (SPA) à 77 % de la moyenne européenne, contre 44 % au moment de l'adhésion².

La flat-tax à 16 % instaurée dès 2005, puis la captation de 60 milliards d'euros de fonds de cohésion sur deux cadres financiers pluriannuels ont stimulé l'investissement privé et les infrastructures lourdes (autoroutes, interconnexions énergétiques). Mais le tissu productif demeure polarisé: IT & BPO à Bucarest-Cluj, agro-alimentaire de subsistance dans l'Olténie.

Le plan de sauvetage FMI-Commission européenne-Banque mondiale en 2009 (20 milliards €) a imposé une cure d'austérité sanglante: baisse de

¹ Commission européenne. (2024). Prévisions économiques pour la Roumanie – Printemps 2024. Direction générale des affaires économiques et financières.

² Banque mondiale. (2024). Indicateurs du développement dans le monde: PIB par habitant (US\$ constants) – Roumanie.

25 % des salaires publics, coupes dans les retraites, explosion de l'émigration. Aujourd'hui encore, la moitié des communes rurales manquent d'un médecin généraliste permanent.

Social

La population officielle a reculé de deux millions d'habitants depuis le recensement 2011. Chaque année, 200 000 Roumains franchissent la frontière vers l'Ouest; le salaire moyen quadruple instantanément en changeant de pays pour les jeunes roumains, l'État roumain perd ainsi beaucoup de jeunes qualifiés qui pourraient être utiles.

Le taux de pauvreté rurale flirte avec 45 % en Roumanie; la région Nord-Est n'atteint que 54 % du PIB moyen de l'UE, quand Bucarest le dépasse³. Ces écarts alimentent un ressentiment fertile pour les populismes et différents nationalismes.

Diplomatie

Schengen, enfin acté en 2025, lève un tabou mais ne masque pas les piques régulières de la Commission sur l'État de droit. Les gouvernements successifs promettent une justice indépendante puis tergiversent lorsqu'il s'agit de dépolitiser le parquet.

Bucarest se veut complaisant avec la Moldavie, qu'il veut voir revenir dans son aire d'influence: tout a été fait pour plaire à Chisinau, entre interconnexions électriques, fonds non remboursables et facilitation douanière. Dans le même temps, la Roumanie accueille près d'un million de réfugiés ukrainiens et sert de hub logistique pour l'aide occidentale ce qui la rend importante aux yeux des Européens et alliés de l'OTAN. C'est la raison pour laquelle de nombreuses troupes sont postées en Roumanie.

³ Eurostat. (2024). PIB par habitant, consommation par habitant et indices de niveau des prix.

Au-delà de la défense, la coopération énergétique (gaz de la mer Noire, ou nucléaire civil) confère à Bucarest un statut d'allié fiable dans la région. L'Inflation Reduction Act, toutefois, menace d'aspirer les investisseurs vers les États-Unis au détriment du bassin danubien.

Politique intérieure

PSD et PNL se neutralisent depuis dix ans dans des coalitions de circonstance. Pendant ce temps, l'Alliance pour l'Unité des Roumains (AUR) convertit colère sociale et conservatisme culturel en scores à deux chiffres, notamment grâce à la diaspora d'Italie ou d'Espagne.

La victoire avortée de Călin Georgescu suivie de la campagne électorale de 2025 que l'on pourrait qualifier de tendue, ont révélé un électorat polarisé. **Les libéraux capitalisent sur la peur d'un isolement international, tandis que l'AUR brandit le slogan « România suverană », ou Roumanie souveraine, contre Bruxelles.**

Les classements RSF placent encore la presse roumaine au 53^e rang mondial en termes de liberté de la presse. Le test majeur reste la capacité de la Cour constitutionnelle à arbitrer sous pression populiste, alors que l'annulation du premier tour des élections de 2024 a été décrié.

La Roumanie de 2025 est coincée entre son ambition régionale et l'Union européenne. Les fondamentaux macro-économiques sont solides, mais la soutenabilité sociale et institutionnelle demeure incertaine. Les prochaines années diront si Bucarest saura transformer son « miracle de convergence » en prospérité partagée ou si la fatigue démocratique et le clivage au sein du pays ouvrira grand la porte à un repli.

UN PAYS QUI TEND VERS L'ATLANTISME

Les relations entre la Russie et la Roumanie se sont détériorées ces dernières années. En effet, après l'effondrement de l'Union Soviétique, la Roumanie avait maintenu de bonnes relations avec Moscou. **Les deux pays avaient signé à Moscou, le 5 avril 1991, un accord de coopération, de bon voisinage dans lequel, chacune des parties s'engageaient à ne pas participer à des alliances militaires dirigées les unes contre les autres**, ainsi qu'à ne pas permettre que leur territoire soit utilisé pour commettre une agression contre l'une ou l'autre partie. Cependant, cet accord n'est pas entré en vigueur. Ce dernier aurait permis à la Russie de s'opposer à l'entrée de la Roumanie dans l'OTAN.

La volonté de la Roumanie d'intégrer l'OTAN a donc marqué un tournant dans ses relations avec la Russie, s'orientant vers l'Occident et, par extension, l'Union Européenne. En 1993, la Roumanie a été admise au Conseil de l'Europe et un accord d'association a également été conclu avec l'Union Européenne. En 2004, la Roumanie a officiellement adhéré à l'OTAN. Néanmoins, entre 2000 et 2004, les bonnes relations russo-roumaines ont découlé sur la signature, le 4 juillet 2003, à Moscou, du traité sur les relations amicales entre la Fédération de Russie et la Roumanie. L'amélioration des relations avait également été facilitée par le soutien russe aux mesures antiterroristes américaines. Cependant, le faible niveau de développement des relations commerciales et économiques et les conflits d'intérêts politiques constituaient un des problèmes, qui n'ont pas permis une grande amélioration des relations entre la Russie et la Roumanie.

La bascule s'opère avec l'arrivée **du président Baescu**, qui a adopté une politique de confrontation avec Moscou. L'opposition fut palpable sur d'importantes questions de relations bilatérales, avec notamment la proposition roumaine de création d'un « axe Washington-Londres-Bucarest ». Par ailleurs, **l'accueil par la Roumanie de 4 bases militaires de l'OTAN sur son territoire a suscité de vives réactions de la part de la Russie.** En accueillant ces bases militaires, la Russie violait l'Acte fondateur OTAN-

Russie sur les relations mutuelles, la coopération et la sécurité du 27 mai 1997.

En 2020, la Roumanie reconnaît officiellement la Russie comme « ennemi », dans sa « Stratégie de défense nationale de la République pour 2020-2024 », qui fait référence au « comportement agressif » de Moscou et à la « militarisation de la région de la mer Noire ». Cette hostilité de la Roumanie à l'égard de la Russie met un terme aux « bonnes relations » entre les deux pays. De plus, la Roumanie, depuis 2014, s'est jointe à l'Union européenne pour imposer des sanctions à l'égard de la Russie, après l'annexion de la Crimée. Cette hostilité de la Roumanie à l'endroit de la Russie coïncide avec l'arrivée au pouvoir du président Klaus Iohannis, en 2014.

UN PAYS FRACTURE

Après l'invalidation retentissante du scrutin du premier tour de novembre 2024, soupçonné d'ingérence russe, et la démission surprise du Président Klaus Iohannis en 2025, la Roumanie replonge, le 4 mai 2025, dans l'exercice le plus exigeant de la démocratie : élire son chef de l'État. **Six candidats sont sur la ligne de départ après la disqualification de candidats d'extrême-droite, six lignes de fracture ; derrière les visages, c'est la place du pays dans l'Union, dans l'OTAN et plus largement dans le concert des démocraties libérales qui se joue⁴.**

UN SPECTRE POLITIQUE ÉCLATÉ⁵

Candidat	Parti / Étiquette	Axe dominant	Slogan implicite
George Simion	AUR (Alliance pour l'Union des Roumains)	National-souverainisme	« La Roumanie d'abord »
Crin Antonescu	A.RO :PNL+PSD (centre-droit, libéral, centre-gauche)	Euro-réformisme	« Moderniser sans dénaturer »
Nicușor Dan	Indépendant (ex-USR)	Technocratie anticorruption	« La probité pour boussole »
Victor Ponta	Indépendant (ex-PSD)	National-social-démocratie	« Protéger, redistribuer, décider ici »
Elena Lasconi	USR (libéral, Renew Europe)	Libéralisme social	« Transparence & communauté »
Lavinia Șandru	PUSL (centre-conservateur)	Identité culturelle	« Racines & traditions »

Trois pôles se dessinent :

1- Le camp souverainiste (Simion, Ponta) ;

⁴ Reuters, « Nationalist Simion eyes Cotroceni », 30 avril 2025.

⁵ « Élection présidentielle en Roumanie : qui sont les principaux candidats ? » ; Euronews ; publié le 04/04/2025 ; Sertac Aktan & Monica Mihai

2- Le bloc euro-libéral (Antonescu, Lasconi, Dan) ;

3- Le conservatisme culturel (Șandru).

Détail :

1. George Simion – Le tribun unioniste

- Parcours. Activiste de l'union Roumanie-Moldavie, 38 ans, co-fondateur d'AUR (9 % aux législatives 2020). 13,96% lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2024, ce qui en fait le favori des souverainistes/nationalistes.
- Doctrine. Souverainisme dur : flat-tax, retour de l'État dans les secteurs stratégiques, défense de « la famille traditionnelle ».
- Atout. Capacité de mobilisation hors des grands centres urbains.
- Risque. Collision frontale avec Bruxelles, possible isolement budgétaire.

2. Crin Antonescu – Le revenant libéral

- Parcours. Ancien président par intérim (2012), figure historique du PNL, 65 ans. Il n'était pas candidat en 2024
- Doctrine. Réancrage européen ; réforme de la justice ; hausse du budget Défense à 2,5 % du PIB.
- Atout. Notoriété et réseau bruxellois.
- Risque. Image « système » ; électorat jeune et non urbain peu réceptif.

3. Nicușor Dan – Le mathématicien réformateur

- Parcours. Fondateur de l'USR, maire de Bucarest (réélu 2024). Il jouit d'une bonne image en ville, moins en dehors et dans les campagnes et petites ou moyennes villes.
- Doctrine. Gestion par les données, zéro tolérance pour la corruption, plaider pour les infrastructures vertes.
- Atout. Crédibilité technicienne, bonne cote dans les métropoles.
- Risque. Machine partisane minimale ; dépend d'un vote urbain volatil, ce qui en fait de lui un troisième homme dont il est difficile de statuer sur le résultat de dimanche.

4. Victor Ponta – Le comeback souverainiste de gauche

- Parcours. Premier ministre (2012-2015), battu en 2014 par Klaus Iohannis lors de l'élection présidentielle.
- Doctrine. Protectionnisme industriel, méfiance envers les capitaux étrangers, maintien du filet social PSD.
- Atout. Réseau territorial historique du PSD (même si indépendant), un des partis historiques et dominants en Roumanie.
- Risque. Passif judiciaire et accusations de plagiat ; crédibilité européenne érodée.

5. Elena Lasconi – La néo-progressiste de terrain

- Parcours. Ex-journaliste, maire de Câmpulung, présidente éclair de l'USR (2024) mais le parti veut qu'elle se désiste au profit d'Antonescu,

ce qu'elle ne veut pas faire⁶. Elle était aussi présente en novembre 2024

- Doctrine. Europe + décentralisation + solidarités locales ; soutien aux unions civiles.
- Atout. Image « anti-caste » mais qui peut négocier avec Bruxelles⁷.
- Risque. Appareil partisan en lambeaux. Surtout, on peut se demander si dans le contexte actuel tous les Roumains sont prêts à élire cette européiste convaincue...

6. Lavinia Șandru – La gardienne des racines

- Parcours. Ex-animatrice TV, multiple appartenances (UNPR, PMP).
- Doctrine. Défense du patrimoine, éducation patriotique, sobriété budgétaire.
- Atout. Profil médiatique, charisme, et discours identitaire apaisé.
- Risque. Faible implantation ; programme économique flou.

⁶ Euractiv, « USR implodes over Lasconi bid », 22 avril 2025.

⁷ Politico.eu, « Romania's liberal comeback? », 28 avril 2025.

2025, UN SEISME POLITIQUE ET INSTITUTIONNEL

L'ANNULATION DU 1ER TOUR

Le 24 novembre 2024, **Călin Georgescu**, candidat à l'élection présidentielle de Roumanie, arrive en tête du Premier tour de l'élection présidentielle roumaine. Le candidat d'extrême droite, critique vis-à-vis de l'Union Européenne et de l'OTAN, ou opposé à l'envoi d'aide en Ukraine a ainsi créé la surprise et fait couler beaucoup d'encre. Il a remporté le premier tour avec près de 23% des suffrages, en n'ayant déclaré aucun budget de campagne, alors que des soupçons d'ingérence planent.

Ainsi, suite à cette performance électorale retentissante, la Cour constitutionnelle roumaine annule les élections, soupçonnant une ingérence russe. Călin Georgescu est en effet soupçonné d'avoir reçu de l'aide de la Russie. Le candidat avait réalisé presque exclusivement en ligne sa campagne, via la plateforme TikTok principalement. Son ascension est impressionnante et fulgurante. Il est passé de moins de 1% d'intentions de vote dans les sondages réalisés quatre semaines avant le premier tour, à 10,6% entre le 20 et le 21 novembre 2024, juste avant le premier tour.

Le résultat du premier tour a fait l'objet de nombreuses analyses. Ces analyses ont montré l'existence de phénomènes numériques, sur TikTok, ayant pour objectif de perturber les élections. Il est important de prendre en compte que l'usage de TikTok pendant le premier tour des élections présidentielles roumaines n'est pas un simple hasard. En effet, TikTok est très populaire en Roumanie, avec près de 9 millions d'utilisateurs pour une population de 19 millions d'habitants. Son utilisation est proportionnellement plus répandue que celle en France. La plateforme concurrence d'ailleurs Facebook en termes de pratique et de nombre

d'utilisateurs. TikTok occupe une place centrale dans l'espace informationnel roumain, y compris sur les sujets politiques. Des milliers de comptes ont permis l'amplification artificielle de la popularité de Călin Georgescu, via des mots-clés lui étant associés. Cela a contribué à manipuler l'algorithme de TikTok pour que Călin Georgescu apparaisse dans le fil d'actualité des usagers de la plateforme.

Les services de renseignement roumains ont ainsi découvert près de 25 000 comptes TikTok pro-Georgescu, qui sont devenus particulièrement actifs deux semaines avant la date du premier tour de l'élection. Cette pratique s'intitule l'« astroturfing », qui est un mode opératoire consistant à conférer de la visibilité à un sujet en faisant croire qu'il est un phénomène de masse, alors même, qu'il émane de la coordination de quelques comptes seulement qui produisent un volume important de publications sur un même sujet⁸.

En ce qui concerne les influenceurs TikTok, il apparaît que nombre d'entre eux ont été instrumentalisés à leurs dépens. En effet, plus d'une centaine de ces influenceurs, sans affinité avec la politique et cumulant un total de plus de 8 millions d'abonnés actifs, ont été recrutés pour participer, sans le savoir, à une campagne visant à donner de la visibilité à Călin Georgescu, sur le réseau social.

La manière de procéder a consisté en la publication par des micro et macro-influenceurs de messages d'apparence inoffensifs liés à l'élection présidentielle, avant de créer artificiellement, par l'intermédiaire des commentaires, un engagement coordonné visant à promouvoir Călin Georgescu. Néanmoins, tous les influenceurs impliqués dans cette campagne pour Călin Georgescu ne l'ont pas nécessairement été à leur insu. Certains d'entre eux ont soutenu publiquement le candidat et ont été rémunérés pour cela, via le système de dons disponible sur TikTok. Ce faisant, entre le 24 octobre et le 24 novembre, ce ne sont pas moins de 381

⁸ « Manipulation d'algorithmes et instrumentalisation d'influenceurs : enseignements de l'élection présidentielle en Roumanie & risques pour la France » ; Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) ; publié le 04/02/2025 ; Rapport VIGINUM

000 dollars ont été versés à des influenceurs ayant affiché leur soutien au candidat. Des entreprises étrangères sont concernées par les ingérences dans l'élection roumaine, notamment une entreprise de communication sud-africaine, nommée FA Agency, qui recrutait par mail les influenceurs et leur proposait une rémunération de 1 000 € par vidéo, à chaque influenceur qui faisait la promotion de Călin Georgescu.

Sur ce sujet, des notes de renseignement ont été déclassifiées, puis rendues publiques par les autorités roumaines. Celles-ci mettaient en évidence les manipulations opérées sur la plateforme citée précédemment et notamment le recours dissimulé aux influenceurs, dans un objectif de propagande électorale. Cela suggérait l'existence d'une ingérence étrangère. C'est sur fond d'une ingérence de la part de la Russie, via les procédés précédemment explicités, que la Cours constitutionnelle roumaine a pris la décision d'annuler les élections, le 6 décembre 2024, ce qui a pour effet de plonger la Roumanie dans une crise politique. Le 26 février 2025, Călin Georgescu est mis en examen et accablé de 6 chefs d'accusation portant sur de fausses déclarations au sujet des sources de financement de sa campagne électorale, l'incitation à des actions anticonstitutionnelles, la propagation de fausses informations, l'organisation d'un groupe raciste, ainsi que l'apologie du crime de guerre. Les procureurs le soupçonnent d'avoir prévu un plan visant à déstabiliser le pays après le second tour des élections.

Le Bureau électoral central (BEC) a rejeté le 9 mars la candidature de Călin Georgescu aux élections présidentielles⁹, après un vote de 10 voix pour sur les 14 membres du BEC. Călin Georgescu a réagi sur X à son exclusion, dénonçant « *un coup porté à la démocratie dans le monde* ». Il accuse l'Europe d'être une dictature et affirme que la Roumanie vit sous la tyrannie. Il était favori du second tour avec près de 40% d'intentions de vote.¹⁰ Son éviction a donc eu pour effet de déclencher des manifestations, notamment

⁹ « Roumanie : le candidat d'extrême droite et pro-russe, Călin Georgescu, exclu de l'élection présidentielle » ; Toute l'Europe.eu ; Hugo Palacin, publié le 10/03/2025

¹⁰ « En Roumanie, le candidat d'extrême droite Calin Georgescu fait appel après son exclusion de l'élection présidentielle » ; Le Monde ; publié le 10/03/2025 ; Le Monde avec AFP

de la part de ses partisans, dont certains ont tenté de forcer le cordon de sécurité devant le bureau électoral et en scandant « Liberté »¹¹. Parmi les membres qui ont invalidé la candidature de Călin Georgescu, certains d'entre eux appartiendraient à des partis politiques libéraux, conservateurs et d'extrême droite, à savoir le POT (roumain : Partidul Oamenilor Tineri / Parti de la Jeunesse), l'USR (en roumain : Uniunea Salvați România / Union sauvez la Roumanie) et l'AUR (en roumain : Alianța pentru Unirea Românilor / Alliance pour l'unité des Roumains). Le motif principal du rejet de sa candidature serait l'absence de signature sur une annexe à la déclaration de patrimoine de Călin Georgescu. Un ancien juge de la Cour Constitutionnelle, Tudorel Toader, a précisé que les annexes font partie intégrante de la documentation et que le BEC vérifie à la fois les conditions de fond et de forme. Călin Georgescu a fait l'objet d'un recours devant la Cour constitutionnelle, qui s'est soldé par un vote à l'unanimité en faveur du maintien de la décision rejetant la candidature de l'homme politique ultranationaliste pour l'élection du 4 mai. Les motifs étaient que la candidature de Călin Georgescu « ne remplit pas les conditions de légalité », car il a enfreint « les règles démocratiques d'un suffrage honnête et impartial ». Ce nouveau rejet a entraîné de nouvelles vagues de protestations de la part de ses partisans à Bucarest.

Călin Georgescu ne pouvant pas se présenter à l'élection présidentielle du 4 mai, l'extrême droite a reporté son soutien à un autre candidat en la personne de George Simion, leader de l'Alliance pour l'unification des Roumains (AUR). Les élections du 4 mai, avec un second tour prévu le 18 mai, seront particulièrement scrutées et plusieurs acteurs étrangers tentent de s'impliquer plus ou moins activement, à savoir la Russie, accusée d'ingérence lors du premier tour, chose qu'elle a toujours niée mais qui sera fortement observée, ou l'Union Européenne, qui verait d'un mauvais œil l'élection d'un nouvel agitateur. Une partie de l'administration américaine soutient le candidat Călin Georgescu et fait de l'élection annulée un motif de critique des Européens. Elon Musk a réagi en disant « C'est de la folie », à

¹¹ « Tensions au BEC : candidature de Călin Georgescu rejetée. Les gendarmes ont fait usage de gaz lacrymogènes » ; Romania Libera ; publié le 09/03/2025 ; Dana Maxim (article en langue roumaine)

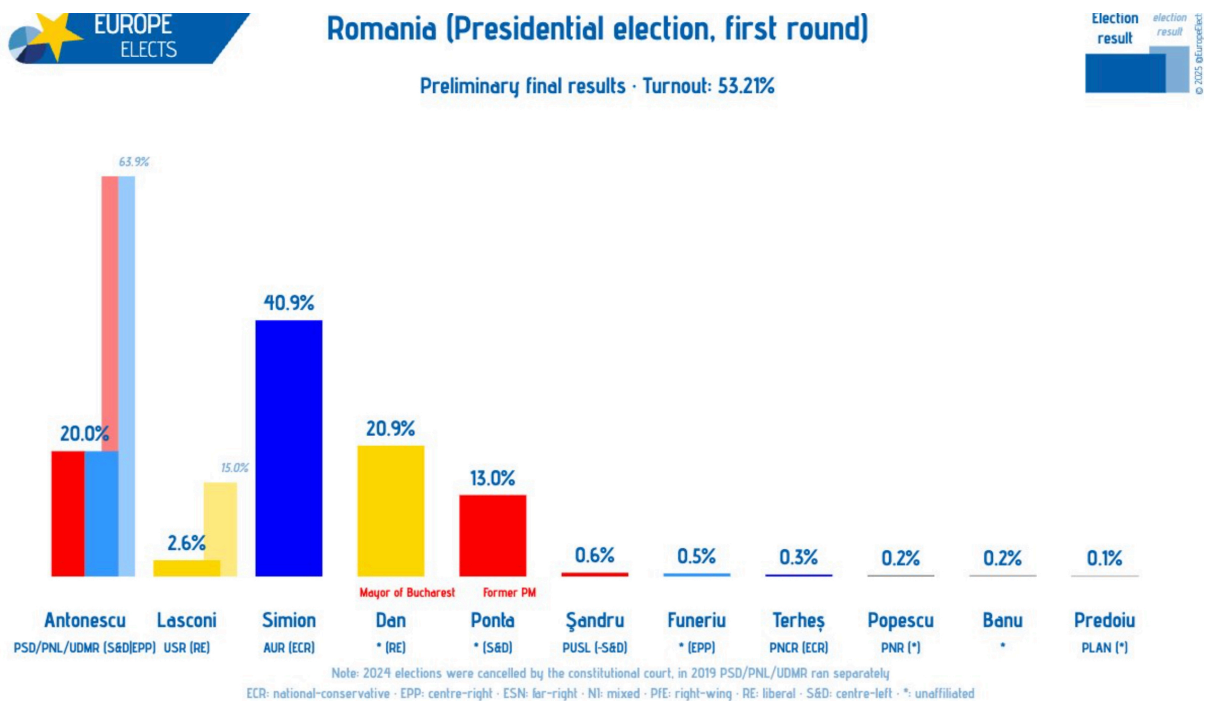
la suite de l'annonce de la décision de la commission électorale. J. D. Vance, quant à lui, lors de son discours à la conférence de Munich, a fustigé des autorités roumaines en expliquant que ces dernières « annulent des élections dont elles n'aiment pas les résultats » et qu'elles ont peur de leur peuple et cherchent donc à le faire taire.

Klaus Iohannis, ancien président de la Roumanie, pro-européen, dont le mandat arrivait à son terme le 21 décembre 2024, avait été maintenu à la suite de l'annulation de la campagne présidentielle roumaine. Cependant, ce dernier a démissionné en février dernier, car sous pression ayant vu le Parlement tenter de l'empêcher¹². Sa démission a été saluée par Călin Georgescu et ses partisans, le 10 février 2025. Pour pallier cette démission, la constitution roumaine prévoit un intérim assuré par le Président du Sénat ou le Président de la Chambre des députés. C'est Ilie Bolojan, président du Sénat, qui assure l'intérim dans l'attente de nouvelles élections. Ce dernier est chahuté, notamment par le Parti de la jeunesse (POT), mouvement soutien de Calin Georgescu, qui a lancé le 3 mars, selon le média roumain Bihoreanul, une procédure pour révoquer Ilie Bolojan du poste de président du Sénat et implicitement de président par intérim de la Roumanie. D'après Anamaria Gavrilă, la présidente du POT, Ilie Bolojan a outrepassé les fonctions spécifiques de son poste intérimaire, concernant des décisions relevant de la sécurité nationale, comme l'augmentation des dépenses pour la défense et l'armement de la Roumanie, sans consulter le peuple roumain. La Roumanie connaît donc une période d'instabilité politique, et où il est impossible de dire si la présidentielle du mois de mai permettra un retour à la normale. Avec elle, c'est l'Europe toute entière qui retient son souffle...

APRES LE 1ER TOUR, LES LIBERAUX RETIENNENT LEUR SOUFFLE

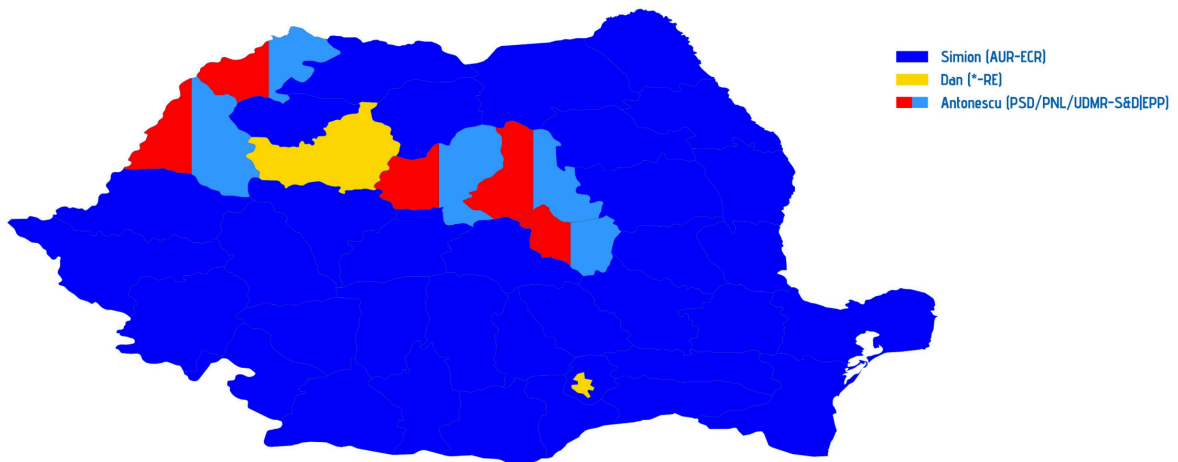
¹² « Roumanie : le président démissionne après les soupçons d'ingérence russe dans la campagne » ; Les Echos, publié le 10/02/2025 ; Jean-Michel Cedro

Dimanche 4 mai 2025, la Roumanie n'a pas seulement voté, elle a choqué l'Europe dans une élection à laquelle peu de monde se serait intéressé il y a encore un an. **Avec près de 41 % des suffrages, George Simion, tribun national-populiste de l'Alliance pour l'unité des Roumains (AUR), devance de vingt points le maire technocrate de Bucarest, Nicușor Dan (21 %), relègue le centriste Crin Antonescu (20 %) et distance l'ancien premier ministre Victor Ponta (13 %).** Le second tour, prévu le 18 mai, sera bien évidemment scruté à Bruxelles ou dans les différentes capitales européennes, alors que le Conseil européen pourrait accueillir un nouvel agitateur.



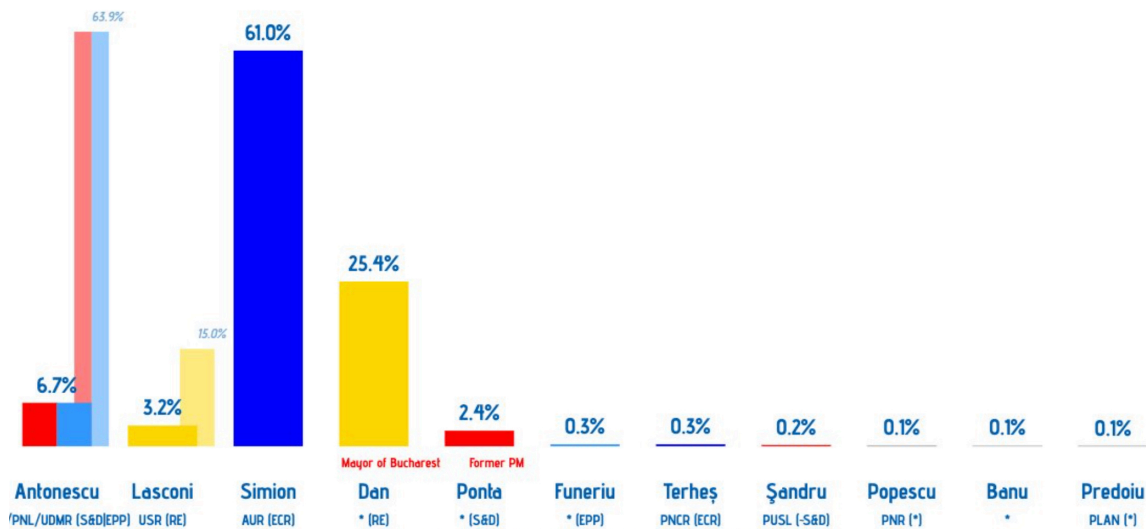
Ni les instituts de sondage, ni les observateurs européens ne prévoyaient qu'un candidat surgisse dix points au-dessus de son plafond présumé. Pourtant, au soir du scrutin, Simion rafle 36 départements sur 47 et capte 61 % du vote expatrié.

Romania (Presidential election, first round)
Winning candidate by county



Romania (Presidential election, first round)

Diaspora final results - Turnout: 53.21%



Note: 2024 elections were cancelled by the constitutional court. In 2019 PSD/PNL/UDMR ran separately.

Nous étions préparés à le voir arriver en tête dimanche soir, mais ces proportions sont insensées, alors qu'il obtient presque le double du score de son principal opposant. Dans une élection dominée par le rejet des partis traditionnels, la montée du populisme, les ingérences étrangères et le désenchantement envers l'UE, Simion était comme dans un poisson dans l'eau. Ses leviers? L'annulation chaotique de la présidentielle 2024 qu'il n'a eu de cesse de critiquer, la baisse du pouvoir d'achat, et ce mantra

martelé sur TikTok: « Bruxelles prescrit, Bucarest exécute, le peuple paie ». La recette fonctionne parce qu'elle épouse le ressentiment d'une classe moyenne saignée par les factures d'énergie et privée de ses enfants partis travailler à Madrid ou Berlin. Simion n'est plus le franc-tireur des plateaux TV; avec la disqualification de Georgescu, vainqueur déçu du premier tour de novembre 2024, il est devenu la tête de pont d'un souverainisme roumain et de la critique du système en place. **En effet, sa disqualification a fait de lui l'homme fort de l'extrême droite roumaine...**

Jusqu'au dépouillement des bulletins de la diaspora, Antonescu détenait l'avantage symbolique mais il a finalement perdu pied. **Ainsi, les votes des roumains de l'étranger, qui ont voté en masse ce dimanche 4 mai, ont permis à Dan de déborder son rival et de s'inviter en finale.** Ce renversement prive Simion de la narration « peuple contre parti unique ». Dan, mathématicien sans étiquette, ex-militant anticorruption, n'appartient à aucun appareil. Cependant, le retard reste abyssal : vingt points qu'il faudra combler en quatorze jours, avec un électorat fragmenté et las.

Lors de ce premier tour, la participation fut relativement faible (53 ,21%), et on peut imaginer qu'une hausse de celle-ci pourrait modifier les équilibres. La Roumanie connaît traditionnellement un surcroît de mobilisation entre les deux tours; un gain de cinq points équivaldrait à près de 900 000 votants supplémentaires, proche de la moitié de l'avance de l'AUR. Or, l'institut CURS révèle qu'un tiers des électeurs de Simion voulait d'abord « punir le système ». Cette colère opportuniste peut se retourner si la victoire populiste paraît trop certaine: l'électeur protestataire craint, in fine, le saut dans l'inconnu. Le suspense se jouera donc sur les files d'attente dominicales: chaque point de participation donnant espoir aux centristes de refaire leur retard...

Le maire de Bucarest, Nicușor Dan, ne peut pas être défini comme le « candidat de Bruxelles », n'appartenant à aucun parti, et c'est en soi une de ses meilleures cartes. En effet, en l'affrontant Simion perd sa carte maîtresse, la victimisation en se présentant comme le candidat s'opposant au système.

Dan affiche un bilan concret et positif à la tête de la capitale roumaine, où il a été réélu en 2024. Sa modération et son image de bon technicien son autant d'arguments jouant en sa faveur. S'il obtient le ralliement officiel d'Antonescu et, surtout, l'abstention bienveillante de Ponta, il peut polariser le second tour autour d'une question claire: la Roumanie veut-elle rejoindre le cercle illibéral formé par Orbán et Fico, ou rester l'allié fiable de Washington et de Bruxelles? Dans cet espace binaire, les électeurs centristes et les minorités hongroises deviennent faiseurs de roi.

Ponta, ancien premier ministre socialiste (PSD) a opéré un virage nationaliste et souverainiste ces dernières années. Ainsi, son électorat a souvent été rapproché de celui de Simion, pourtant ils sont différents et il n'est pas certain que celui-ci se reporte vers lui.

Il est difficile de faire des prédictions pour le second tour, mais il est certain que celui-ci sera serré et indécis, la victoire impressionnante de George Simion lors du premier tour a clairement rebattu les cartes...

LES CONSEQUENCES DES ELECTIONS EN ROUMANIE

UNE POPULATION MEURTRIE ?

À la suite de l'annulation des élections et à l'éviction **de Călin Georgescu**, une autre candidate a été suspendue, à la mi-mars 2025. Il s'agit de l'eurodéputée Diana Sosoaca, cheffe du parti ultranationaliste S.O.S Romania, connu pour ses opinions pro-russes et souverainistes¹³. Elle avait déjà été exclue en novembre dernier, par la Cour Constitutionnelle, en raison de déclarations considérées comme étant contraires aux « valeurs démocratiques » et qui pouvaient provoquer un danger pour l'appartenance de la Roumanie à l'Union Européenne, puis la décision a été annulée.

Diana Sosoaca s'est souvent faite remarquer par ses prises de position concernant les mesures anti-covid ou les sanctions contre la Russie. Elle avait même été exclue de force du Parlement Européen, après avoir poussé des cris, pour interrompre des débats, en 2024. **Selon l'AUR, l'exclusion de Diana Socoasa est « un nouveau coup porté à la démocratie roumaine et une grave violation des droits et libertés fondamentaux »**. Cette disqualification, basée sur de forts soupçons d'ingérence russe et d'affinités avec la Russie de la candidate Diana Socoasa, au même titre que Călin Georgescu, a de quoi faire réfléchir sur la présence russe en Europe de l'Est. La Russie n'étant pas à son coup d'essai en termes d'ingérence dans des élections de pays européens. Ces ingérences ont pour conséquence de déstabiliser les pays concernés, en créant une crise politique, qui pèse sur les populations.

¹³ « Roumanie : une autre candidate d'extrême droite exclue de la présidentielle » ; Le Figaro; publié 15/03/2025 ; Le Figaro avec AFP

La Commission Européenne avait annoncé en décembre, qu'elle ouvrait une procédure judiciaire contre la plateforme TikTok, pour « violations présumées » de la loi sur les services numériques. En effet, la Commission accuse la plateforme de ne pas avoir suffisamment agi contre les risques d'ingérence et de déstabilisation du processus électoral roumain. Par ailleurs, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) avait annoncé le 21 janvier qu'elle rejetait la demande d'annulation des élections présidentielles roumaines, faite par Călin Georgescu, qui avait invoqué l'article 39 de la Convention européenne des droits de l'homme, qui permet à la Cour de prendre des mesures « provisoires » en urgence, au nom du droit aux élections libres. Cependant, à l'unanimité des sept juges saisis pour la requête du candidat de l'extrême droite roumaine, **la Cour a rejeté « la demande de Călin Georgescu au motif qu'elle ne relève pas du champ d'application de l'article 39 »**. La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a annoncé, mardi 21 janvier, rejeter la demande contre l'annulation des élections présidentielles en Roumanie déposée par le candidat d'extrême droite. Les résultats du premier tour de l'élection avaient été invalidés en décembre pour soupçon d'ingérence russe. Călin Georgescu, après ce nouveau revers, dénonce un coup d'État et ses partisans manifestant dénoncent un « vote volé ».

En Moldavie, en 2024, lors d'un scrutin portant à la fois sur le premier tour de l'élection présidentielle et sur un référendum portant sur l'adhésion à l'Union Européenne, **la présidente proeuropéenne Maia Sandu a accusé des puissances étrangères, dont la Russie, d'ingérence, dans un objectif d'altération des résultats du scrutin**. Elle met en exergue le fait que des groupes criminels alliés à des puissances étrangères ont mené une propagande massive pour modifier l'issue du scrutin. **Le « non » était donné vainqueur à l'issue du scrutin, mais c'est finalement le « oui », qui l'a emporté, avec 50,45 %**. La Moldavie est un pays important pour l'Union Européenne, dans la mesure où c'est un pays qui accueille de nombreux réfugiés ukrainiens depuis le début de la guerre opposant la Russie à l'Ukraine. La Russie souhaitait garder la Moldavie sous son influence et a donc mis en place un système massif d'achats de votes qui aurait permis, via

une organisation « pyramidale de recrutement de votants », d'acheter environ 130 000 voix. La Moldavie a expulsé des diplomates russes, coupé la diffusion des chaînes de télévision russes, pour lutter contre les campagnes dés-informationnelles de la Russie et limiter les tentatives de déstabilisation.

En Géorgie, **la présidente Salomé Zourabichvili, soutenue par des protestataires, a demandé de nouvelles élections législatives et rejette les résultats du scrutin du 26 octobre 2024**, qui a été entaché d'irrégularités constatées par les nombreux observateurs étrangers. En effet, le parti Rêve géorgien, au pouvoir depuis douze ans, est sorti vainqueur de manière spectaculaire et inattendue. Dans ce cas, l'Europe s'est montrée timide dans ses réactions et se contentait de condamner la violence de la répression du mouvement contestataire de la part du gouvernement et de demander à la Géorgie de se « remettre sur la voie européenne ». La déclaration de Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, 5 décembre à Malte, en dit long sur les intentions de la Russie puisqu'il prévient que les pays européens doivent « comprendre que [Moscou serait] prêt à utiliser tous les moyens pour ne pas leur permettre de réussir ce qu'ils appellent la « défaite stratégique de la Russie ». Ceci laisse clairement penser que la Russie a donc fait de l'ingérence en Géorgie pour trafiquer les résultats du scrutin, tout comme en Moldavie et en Roumanie.

Il est par ailleurs assez intéressant de constater **les réactions européennes concernant les élections en Roumanie comparées à celles de la Géorgie**. L'Union Européenne s'est insurgée contre les résultats des élections en Roumanie, sous prétexte d'ingérences russes. A l'inverse, pour la Géorgie, victime elle aussi de ces ingérences de la Russie, l'Union Européenne a peiné à réagir et à remettre en cause le résultat des élections. Cette fébrilité de l'Union Européenne est un marqueur visible pour la Russie, qui va probablement continuer de s'ingérer dans la vie politique de certains pays européens, dès qu'une élection aura lieu. Cela peut être inquiétant dans le cadre des élections municipales en 2026 et présidentielles en France, en 2027. Les ingérences russes représentent en effet un réel danger, dans la mesure où les populations soutiennent de manière assez importante

(comme constaté en Roumanie avec l'arrivée en première position de Călin Georgescu, lors du premier tour des élections présidentielles roumaines) les candidats des extrêmes. Ce soutien de la population pour les candidats extrémistes, combiné à une intervention européenne pour faire annuler les résultats, peut créer un sentiment de vol des élections et faire que la population roumaine soit défavorable à rejoindre l'Union Européenne et se rapproche de la Russie. De la même façon, **en ce qui concerne la Géorgie, la non-intervention de l'Union Européenne, malgré les irrégularités constatées, peut créer un sentiment de délaissement au sein de la population, pourtant initialement favorable à rejoindre l'Union Européenne, et débouche sur un rapprochement avec la Russie par défaut.** Le danger de créer une extension de la zone d'influence russe à l'est de l'Europe est réel et on semble apercevoir la faiblesse de l'Union Européenne dans ces cas.

DERNIERE ALERTE SUR LE PROJET POLITIQUE EUROPEEN ?

Dans l'Europe d'hier, le consensus libéral paraissait indéracinable. En un tour d'horloge électoral, il s'est fissuré. Partout, de Bruxelles à Berlin, ou de La Haye à Rome, les urnes ont validé une même sentence : **les partis établis ne parlent plus la langue des peuples ; la droite radicale, elle, s'en empare.** Le Parlement européen, jadis bastion du compromis, a viré à droite toute ; l'AfD s'est hissée au rang de première force d'opposition au Bundestag ; le PVV a viré en tête aux Pays-Bas ; le Vlaams Belang a créé la surprise en Belgique ; même Vox, ou Chega s'installent, scrutin après scrutin dans la péninsule ibérique. Jamais l'Union n'avait semblé aussi vulnérable.

Les élections européennes ont sacré la droite radicale avec l'ERC mais surtout Les Patriotes pour l'Europe, devenu troisième groupe de l'Hémicycle, pivot potentiel de toutes les majorités négatives. Derrière Jordan Bardella, les national-conservateurs transforment Strasbourg en caisse de résonance des colères nationales.

Avec 20,8 % des suffrages et le premier rang dans cinq Länder de l'Est, l'AfD s'est mué en « parti de gouvernement crédible ». Friedrich Merz a finalement été élu Chancelier dans la douleur, mais la stabilité allemande, longtemps socle de l'intégration, vacille.

Depuis octobre 2022, **Giorgia Meloni apporte un vent de fraîcheur conservateur.** Alors que l'on promettait le chaos à l'Italie avec la soi-disant néo-fasciste, les résultats probants obtenus ont fait réfléchir beaucoup d'Européens. **Ces droites refusent l'étiquette « extrême ».** Elles se disent décomplexées, responsables, prêtes à gouverner. Leur plan est clair :

- **Souveraineté normative** : rapatrier le droit de décider qui entre, ce que l'on produit, comment l'on vit. En d'autres termes, pousser à une Europe des Nations et non un chaos supranational...
- **Bouclier socio-économique** : réhabiliter le protectionnisme intelligent et la préférence communautaire. Dans ce sens, Simion veut arrêter les importations de blé ukrainien bon marché, alors que l'agriculture roumaine se meurt.
- **Démocratie de proximité** : substituer au technicisme bruxellois la « légitimité des urnes nationales ». Leur croyance : le peuple avant tout et un nationalisme décomplexé...

Pour sauver sa majorité et sa tête, Ursula von der Leyen a dû composer : portefeuilles migration, élargissement, industrie confiés au PPE (moins clivant, mais plus compatible avec cette nouvelle majorité de blocage); climat délesté; budget défensif, et surtout elle a dû donner un commissariat à Fratelli d'Italia, parti de Giorgia Meloni.

Avec la Hongrie, la Slovaquie, l'Italie, les Pays-Bas, la Suède, et bientôt peut-être la France en 2027, un blocage qualifié (35 % du Conseil) est à portée de main. De quoi neutraliser sanctions, traités et budgets. Faute de consensus, l'UE risquerait de se réduire à un grand marché fragmenté ;

l'ambition géopolitique (défense, climat, numérique) serait renvoyée aux calendes grecques. Autrement dit : une désintégration par inertie.

L'Europe ne sera pas frappée d'un coup de hache, elle s'étiolera faute d'avoir su convaincre que la souveraineté collective protège mieux que la somme des solitudes. C'est ce que ce Printemps de Peuples nouvelle génération (raccourci facile mais cohérent tant nous faisons face à une tendance globale) tend à nous montrer, tant la hausse et progressive mais efficace. Restaurer la confiance en l'UE est devenu nécessaire, et nécessite trois ruptures :

- **Sécurité tangible** : contrôles migratoires assumés, autonomie et stratégie réelle. L'immigration et la Sécurité sont des enjeux capitaux pour les Européens, le nier s'apparente à une faute politique... Les Européens sont conscients que le monde autour d'eux change, et ils ne supportent pas voir certains politiciens le nier.
- **Prospérité partagée** : Pacte de compétitivité (énergie bon marché, relocalisations ciblées, préférence européenne dans les marchés publics ou Buy European Act). Les Européens ne veulent pas voir le libéralisme et la mondialisation ne bénéficier qu'à un petit nombre, il faut donc agir pour remédier à cela...
- **Démocratie rapprochée** : subsidiarité stricte, fin de la sur-norme, responsabilité politique lisible (Commission élue, Parlement maître du budget). Les Européens en ont assez que leur vote ne compte pas (pourquoi le vote d'un Luxembourgeois vaudrait-il plus que celui d'un Français ?) et que les décisions soient prises à Bruxelles sans prendre en compte leurs aspirations. Démocratiser l'UE est une nécessité.

À défaut, chaque scrutin national ajoutera une pierre au mur du repli. L'Union n'a plus des décennies ; il lui reste peu de temps pour prouver qu'elle sert, le cas contraire, elle serait reléguée au rang de souvenir bureaucratique, après une succession d'élection semblables à celles observée en Roumanie.

CONCLUSION

L'élection présidentielle roumaine de 2025, dont le premier tour s'est tenu le 4 mai 2025, restera dans l'histoire comme un électrochoc, alors que **toute l'Europe retient son souffle et espère la victoire d'un candidat modéré au second tour**. Après l'annulation du premier tour de novembre 2024, cette élection n'intéressait pas énormément les observateurs, mais la montée de l'extrémisme et d'un vote contestataire antisystème, puis l'annulation de l'élection pour des raisons d'ingérence étrangère et la disqualification de certains candidats a définitivement jeté de l'huile sur une situation tendue... La situation révèle deux choses : la fragilité persistante des démocraties face à l'ingérence étrangère ; mais surtout que nos sociétés sont de plus en plus sous tension, avec des fractures fortes entre des franges de la population qui apparaissent de plus en plus irréconciliables.

La Roumanie, plus qu'un simple théâtre électoral, est devenue le miroir des tensions géopolitiques qui traversent notre continent. À travers TikTok, devenu l'arène d'une bataille invisible, et via l'instrumentalisation massive des influenceurs, l'ingérence s'est muée en arme du XXI^e siècle.

À l'heure où l'extrême polarisation fracture les sociétés et où les élections deviennent autant des batailles d'influence que des choix citoyens, l'enjeu dépasse la seule Roumanie. La crise politique roumaine est un signal d'alarme pour l'Union européenne. Elle impose d'inventer un nouveau modèle de défense démocratique qui conjugue fermeté, pédagogie et exemplarité. Car demain, d'autres scrutins être à leur tour soumis à ces dynamiques corrosives.

La Roumanie n'est donc pas une exception : **elle est le laboratoire d'un basculement global**. Soit l'Europe saura tirer les leçons de cette séquence chaotique et se réinventer, en se prémunissant de toute ingérence mais aussi en offrant des réponses claires et efficaces aux citoyens pour éviter le succès des parti extrêmes, soit elle s'exposera à voir son projet d'unité et de démocratie rongé, de l'intérieur, avec l'aide de certains États peu scrupuleux.

Par **Clément Galley**, Analyste du Millénaire,

Crédit photo : [\[Bucarest\] Vue depuis le Parlement](#), Nicolas Vollmer, via Flickr,
sous licence CC BY 2.0.



Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques. Il est composé d'une centaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Secrétaire général : Clément PERRIN

Vice-présidents: Gilles BÖSIGER et Olivier BODO

Directeur des études : Matthieu HOCQUE

Directeurs adjoints des études: Pierre CLAIRE et Florian GERARD-MERCIER

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



***Mentions légales :** L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.*